

Collection *Pluriel* fondée par Georges Liébert
dirigée par Pierre Vallaud

Les manipulations de l'image et du son

Rencontres Internationales
MEDIA-DEFENSE 95 -
IMAGINA

HACHETTE
FONDATION POUR LES ÉTUDES DE DÉFENSE

tructeur : c'est le thème récurrent du "*blues des casques bleus*" dès qu'il n'y avait plus d'événement dramatique à relater.

Je soulignerai, pour finir, les risques d'incompréhension entre les journalistes présents sur le terrain, qui ne connaissent pas ou peu les armes, et les forces déployées. Sur la soixantaine de journalistes que j'ai côtoyés, deux seulement étaient accrédités. Il est difficile de deviner tout seul qu'un mortier qui tire à 75 mètres d'une cible n'a pas forcément tiré à côté.

La dictature du visible

Patrick de SAINT EXUPERY*

Il s'agit de parler de la dictature du visible.
Parlons d'abord de l'invisible. Ou plutôt de ce qui n'a pas été vu au Rwanda.

C'était au début de l'opération Turquoise. Nous étions, ce jour-là, plusieurs journalistes présents sur la colline de Bisesero, proche du Zaïre.

Peu avant, une équipe de reconnaissance de l'armée venait de découvrir qu'ici, sur ce sommet pelé, plusieurs milliers de Tutsis venaient d'être massacrés. Traces et preuves abondaient : cadavres et fosses communes parsemaient l'endroit.

Malgré les deux mois écoulés de chasse à l'homme, quelques centaines de Tutsis avaient réussi à survivre. Les uns étaient blessés, les autres malingres. Leurs récits, terribles, se recoupaient. Aucun doute : un drame d'une ampleur difficilement imaginable venait de se dérouler ici.

Ordre avait donc été donné de protéger ces rescapés. Après les commandos de l'air qui avaient découvert le drame, arrivèrent plusieurs hommes du GIGN puis, finalement, les fusiliers marins. A son arrivée, l'un des hommes du GIGN portait sur son uniforme une veste de treillis de l'armée rwandaise. En lui-même, le fait était quelque peu étonnant. Pour autant, ce n'était qu'un détail, imperceptible au milieu de la ronde des

* Reporter au journal Le Figaro.

hélicoptères et de l'urgence de la situation. Il fallut ainsi une bonne dizaine de minutes aux journalistes pour s'apercevoir que ce militaire du GIGN était en pleurs. Choqué, il s'était assis et sanglotait.

Bien évidemment, quelques-uns d'entre nous s'approchèrent pour discuter. C'était normal. Nous pensions tous que l'homme avait craqué, nous-mêmes n'en étions parfois pas loin. Dans ces conditions, on se serre les coudes. Le militaire avait effectivement craqué. Mais, ce n'était pas les cadavres, ni la violence de la chasse à l'homme qui s'était déroulée ici et encore moins les récits des rescapés qui l'avait fait basculer. Entraîné, il pouvait affronter cela. En revanche, rien ne l'avait préparé à affronter le sentiment de culpabilité qu'il éprouvait à Biseseero. Car, nous expliqua-t-il, "l'année dernière, il avait entraîné la garde présidentielle rwandaise". Autrement dit, il avait formé, lui, le soldat, l'homme de devoir, des tueurs. Indirectement, il venait de participer à un génocide. Et cela, il venait de le comprendre.

D'où le terrible choc. Et cette scène effrayante.

Heureusement, si l'on peut dire, il n'y avait pas de caméras. Pour une télévision, ces images auraient constitué une information. Elles auraient probablement été diffusées au cours d'un 20 heures. Et l'armée française serait inévitablement apparue comme partie prenante d'un génocide. En revanche, pour la presse écrite, il ne s'agissait pas là d'une information mais de la simple confirmation d'une polémique déjà instruite. A Paris, des responsables de haut niveau reconnaissaient alors la participation de l'armée française à la formation de militaires rwandais. Décrire le militaire en pleurs n'apportait donc rien de plus au débat. Bien au contraire...

Cela, c'est le premier point. Par rapport à la télévision, la presse écrite dispose d'un considérable volant de manœuvre. En un mot, elle ne subit pas la dictature du visible. Face à

l'image, elle peut opérer des choix sans renoncer de facto à son rôle. La presse écrite a ainsi bien plus couvert la question du soutien militaire apporté par la France au gouvernement rwandais que l'ensemble des médias audiovisuels. Pour autant, et en dépit parfois de l'âpreté de la polémique, il n'a jamais été question de traiter de ce thème sur un mode émotionnel.

Quant au deuxième point, il découle en toute logique de l'histoire que je viens de raconter. Sur la colline de Biseseero, il n'y avait pas de caméra, du moins les premiers jours. Pourquoi ? Parce que, tout simplement, aux yeux de la télévision, l'information n'était pas là. Je veux dire : pas au Rwanda. L'histoire de ce pays, la terrible logique menant au génocide, le génocide même, tout cela l'œil de la caméra éprouve bien trop de difficultés à le saisir. Il y faut du temps et de la patience ; or, le 20 heures n'attend pas. Et le 20 heures voulait des images. A tout prix. Pensez-vous, l'armée française se déployait en force... Cela, il fallait le montrer. Cela fut montré... de la ville zaïroise de Goma devenue, par commodité, rwandaise le temps d'une crise. De cette ville, "rwandaise" donc, selon les envoyés spéciaux et les présentateurs à Paris, affluèrent en l'espace de quelques journées des torrents d'image. Toutes semblables et toutes désespérantes, en ce sens qu'elles faisaient la part belle à l'émotion sans jamais rien expliquer. C'était, comme se justifiera plus tard un de mes confrères, du "journalisme de compassion". Du pur drame, sans distance ni regard où, au fond, on ne demandait aux téléspectateurs que de verser des larmes.

Etait-ce vraiment du journalisme ?...

Une telle question peut à la fois paraître prétentieuse et hors sujet. Elle se pose pourtant. Elle est même à la base du débat qui nous rassemble aujourd'hui autour du thème de "l'image suspectée".

En effet, sera suspectée, ou risque d'être suspectée, toute image ne répondant pas à un strict critère d'information.

Comme il existe en presse écrite des articles de complaisance, il existe en télévision des images de complaisance. Elles sont nombreuses ; tellement d'ailleurs que, souvent, nous n'arrivons même plus à les distinguer. C'est qu'aujourd'hui, elles forment la trame des 20 heures. Est-ce exagéré ?

Examinons simplement les déclarations de quelques-uns de ceux qui, aujourd'hui, font la télévision. Je pense en particulier à une interview d'Hervé Brusini, rédacteur en chef adjoint du 20 heures de France 2, publiée le 4 novembre dernier dans Libération. Que dit Hervé Brusini ?

Plusieurs choses :

Il commence d'abord par reconnaître "qu'aujourd'hui, le sujet de télé pourrait - hélas ! - fort bien s'écrire avant". Le "hélas !" pondère l'affirmation mais, à lire la suite des propos, on s'aperçoit rapidement qu'il n'est que de pure forme. Quelques lignes plus loin, Hervé Brusini explique en effet le fond de sa pensée : "Nos connaissances sur le fonctionnement de la société française et mondiale sont tellement importantes que nous connaissons avant même de quitter les bureaux de la télévision la problématique d'un événement et quel discours tenir sur lui". Et de conclure : "Le reportage, c'est une distance à parcourir pour aller sur un événement".

Autrement dit : le reportage télévisé, ce n'est pas (ce n'est peut-être pas ?) tenter d'apprendre et de comprendre sur place pour pouvoir ensuite montrer et expliquer aux téléspectateurs ce qui s'est produit. C'est tout bonnement chercher à illustrer une "problématique" déjà maîtrisée à Paris et un "discours" également déjà écrit à Paris.

Je ne sais s'il s'agit là de manipulation. Le mot paraît fort et inadapté. En revanche, "dérive" conviendrait. Et cette "dérive", intelligemment utilisée, est susceptible, elle, de déboucher sur toutes les "manipulations".

Erosion du prestige des reporters et effets sur le terrain

Patrick ROBERT*

Il y a quatre ou cinq ans, lorsque quelqu'un nous demandait notre profession et que nous répondions "Reporters-photographes", les gens étaient admiratifs. On nous disait : "vous faites un métier formidable, vous devez faire de beaux voyages, voir des choses étonnantes, vous êtes très courageux...".

Aujourd'hui, la réaction est exactement l'inverse : "Je ne vous envie pas, vous devez voir des choses épouvantables. Vous n'êtes jamais chez vous...".

Dans les manifestations, les manifestants s'en prennent systématiquement aux caméramen et photographes avec beaucoup de violence, au point que la France est devenue l'endroit où les manifestations de rue sont les plus violentes pour un photographe ; c'est le seul pays au monde où le journaliste d'images reçoit des coups intentionnels à la fois de la police et des manifestants et j'ajoute que si cela s'arrange du côté de la police, cela s'aggrave du côté des manifestants.

Au fond du Zaïre, à Kikwit, dans un village ravagé par une nouvelle maladie incurable due au virus Ebola, nous n'étions que cinq journalistes dont deux Français et j'étais le seul photographe à être resté sur place. Les responsables médicaux ont refusé de m'informer sur les modes de propagation en disant

* Reporter photo à l'agence SYGMA.